Belgique - België
P.P. - P.B.
5000 - Namur 1
BC 4854

Dossier pédagogique des Equipes Populaires
Bimestriel n° 155 • Mars-Avril 2013

Contrastes

Europe :

Garder le bébé, changer l'eau du bain !

Bureau de dépôt : 5000 Namur mail. N° d'agréation : P 204078. © lemuana - Fotolia.com

LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DU GRAND MARCHÉ

Une crise frappe de plein fouet la zone euro. Les Etats membres souffrent d'un endettement public qui grève leurs ressources et les obligent à payer des intérêts parfois extravagants sur les marchés auprès desquels ils se financent.
La réponse de l'Union européenne pour sauver sa monnaie consiste à pousser les Etats dans la voie de l'austérité, c'est-à-dire d'une réduction drastique des dépenses publiques pour alléger les dettes publiques, au risque d'affecter la qualité de vie des populations et de briser la cohésion sociale. En échange de quoi, les pays plus riches consentent à prêter (prêter, pas donner) à un taux d'intérêt moins élevé aux pays fragilisés. Et deviennent donc actionnaires de ces Etats. Ce qui leur donnent, estiment-ils, le droit de regard sur la confection des budgets publics.

Cette voie de l'austérité est choisie dans un contexte de très faible croissance économique. Il faudrait relancer l'économie au sein du fameux "marché unique" en Europe. Donc investir, créer de l'emploi. Mais l'Europe n'a pas de recettes pour réinventer son modèle économique livré au capitalisme de marché, avide de main-d'œuvre bon marché et gourmand en ressources énergétiques.

Quelle est donc cette Union européenne qui semble n'avoir rien d'autre à offrir qu'un grand marché dérégulé et des sacrifices à ses citoyens ? A quoi sert-elle si elle ne peut même pas assurer une solidarité financière de ses Etats membres, mais seulement une discipline de fer ? Qu'est-ce que c'est que cette institution dotée d'un budget dérisoire, qui se décline tantôt à 11, tantôt à 17 ou à 26 ou encore à 27 ? Qu'est-ce que c'est, cette démocratie gouvernée au gré d'intérêts qui sont d'abord nationaux au nom des dogmes néolibéraux d'une Commission dont les membres ne sont pas élus ?

Quel horizon l'Union européenne préfigure-t-elle si elle se montre incapable de faire entendre une voix commune à propos de politiques aussi essentielles que la protection sociale, la justice fiscale, le modèle économique, la protection des ressources naturelles ? Toutes ces questions sont brûlantes d'actualité. L'euroscepticisme, voire le rejet de l'Europe, monte en puissance. Parce que le sujet est complexe et semble lointain ; parce que l'Europe est de plus en plus assimilée à un projet politique en panne, faute de projet, de solidarité, de démocratie.

Ce numéro de Contrastes propose quelques clés pour prendre part au débat sur l'avenir de l'Europe. Un premier article guide le lecteur dans le fonctionnement de cette géante aux pieds d'argile, et l'invite à se rafraîchir la mémoire quant aux matières pour lesquelles elle est compétente… ou pas. Ensuite, l'on s'intéressera aux différentes crises qui la traversent et dont la crise de l'euro n'est finalement qu'un symptôme. De telles crises appellent à des remèdes. Des propositions sont donc avancées en ce qui concerne le sauvetage même du cadre européen. Mais tout aussi important est la manière dont les mouvements sociaux se saisissent de ce cadre pour lui rendre un projet porté par les populations, et pas par "l'élite d'en haut".

Sur l'ensemble de ces questions, un éclairage stimulant est également donné par l'interview croisée entre le député européen Philippe Lamberts (Ecolo Belgique) et le porte-parole du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde) Eric Toussaint.

Car nous ne pouvons pas nous permettre de balayer d'un trait le projet européen. Ni de nous positionner "simplement" pour ou contre. Nous avons besoin d'Europe. Mais pas de n'importe quel modèle européen !

Christine Steinbach

EDITO

L'ABC de l'Europe

Credit © European Union

Première puissance économique mondiale, l'Europe est aussi ce "modèle social en déclin", le "vieux continent", la "forteresse", ou, pire, une "non démocratie" ...On la nomme également "Europe des 27" mais aussi "Europe des 17". Qu'est-ce que l'Europe ? Et comment fonctionne-t-elle ? Petit tour d'horizon d'une organisation à la réalité et au fonctionnement complexes, voire labyrinthiques.

INSTITUTIONS

Vieux continent, vraiment ? Si le mythe d'Europe est attribué au poète grec Hésiode [1] (au 8e siècle avant notre ère...), l'Europe telle que nous la désignons aujourd'hui remonte à peine à une soixantaine d'années.

Le 9 mai 1950, le ministre des Affaires Etrangères Robert Schuman présente publiquement les idées à l'origine de l'union européenne (la "déclaration Schuman"). Un an plus tard, le Traité de Paris donne ainsi naissance à la CECA, soit Communauté européenne du charbon et de l'acier, permettant aux six pays fondateurs (Belgique, République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) de jouir d'un marché commun de ces deux commerces.

De ces six pays fondateurs, nous parlons aujourd'hui d'"Europe des 17", d'"Europe des 27" voire d'"Europe des 26". Mais que désignent ces différentes appellations ?

L'Europe à 17 : l'Euro-zone

L'Europe des 17 désigne une zone monétaire groupant les pays ayant adopté l'euro comme monnaie nationale. On parle aussi de la "zone euro", créée en 1999 par onze pays et rejointe au fil des années par six autres entités nationales, dont la dernière en date est l'Estonie en 2011. Un pays peut donc faire partie de l'Union européenne sans faire partie de la zone euro.

L'Europe à 26 : l'espace Schengen

L'Europe des 26 [2] fait référence aux pays se situant au sein de l'espace Schengen [3]. On peut ainsi constater que, comme pour l'"Europe des 17", tous les pays de l'Union européenne ne font pas partie de l'espace Schengen ; mais ce n'est pas tout : ici, certains pays ne faisant pas partie de l'UE y sont tout de même associés, c'est le cas de la Norvège et de l'Islande (candidate à l'UE). Créé en 1985, cet espace est une zone de libre circulation des personnes ; il implique l'élimination des contrôles frontaliers entre ses membres et un renforcement des contrôles frontaliers entre ceux-ci et ceux qui n'en sont pas membres. On parle ainsi de "frontières internes" et de "frontières extérieures"... mais aussi, en conséquence, d'"Europe forteresse", les pays ayant une certaine marge de manœuvre dans leur politique de contrôle frontalier (actée dans le traité de Lisbonne), que certains n'hésitent pas à renforcer. Le mobile ? La lutte contre l'immigration illégale ou encore contre la criminalité organisée. De sorte qu'au départ d'un projet d'ouverture, le flou en matière de directive et le libre arbitre laissé aux Etats membres de l'espace Schengen peuvent conduire à certaines dérives mettant à mal le mythe du modèle social européen.

L'Europe en tant qu'association

Pour terminer ce chapitre consacré aux appellations multiples de notre "vieux continent", passons à l'Europe des 27. Il s'agit "simplement" de l'Union européenne, soit d'une association compétente dans certaines matières [4] et regroupant l'ensemble des pays ayant rejoint celle-ci en répondant aux critères d'ad-

1. http://www.touteleurope.eu/fr/histoire/dates-cles/les-origines-de-l-idee-europeenne.html
2. http://fr.wikipedia.org/wiki/Espace_Schengen
3. http://www.mediavisa.eu/espace-schengen.php
4. L'agriculture, la pêche et l'alimentation, la culture et l'éducation, la formation et la jeunesse, le développement et l'aide humanitaire, les douanes et la fiscalité, l'économie et les finances, l'emploi et les affaires sociales, les entreprises, l'environnement et l'énergie, la justice et les droits des citoyens, les régions et le développement local, la santé... Pour une liste exhaustive : http://europa.eu/pol/index_fr.htm

mission. Ces derniers, appelés “critères de Copenhague” [5], concernent l'économie de marché, la démocratie, l'Etat de droit et l'adoption de la législation européenne, y compris l'euro. Les pays candidats doivent présenter des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, ainsi que le respect des minorités et leur protection. Au niveau économique, les critères exigent un déficit public inférieur à 3 % du PIB, une dette publique ne dépassant pas 60 % du PIB, une inflation maîtrisée, une indépendance de la banque centrale du pays et une devise nationale stable pendant au moins deux ans au sein du MCE II (le mécanisme de taux de change européen).

Une histoire de Traités

Si le Traité de Paris a acté la naissance de la CECA (voir ci-dessus), l’Europe n’en demeure pas moins en constante (re)construction ; les entités évoluent, sont modifiées selon des traités ; ainsi, en 1957, les deux traités de Rome modifient le cadre établi quelques années auparavant et la CECA devient la CEE (Communauté économique européenne). La CEE vise à créer un grand marché commun ouvert à la libre circulation des personnes et des marchandises entre pays membres. Si jusque là les prises de décisions se faisaient au sein d'une Haute Autorité (organe de coopération supranational) [6], les traités de Rome vont provoquer un an plus tard la mise en place de nouvelles institutions : une Commission européenne, un Conseil des ministres, une Assemblée parlementaire (qui prendra ensuite l'intitulé “Parlement européen”) ainsi qu'une Cour de justice des Communautés européennes. Les bases du fonctionnement européen sont posées, et, à ce stade, on peut déjà observer à quel point ce sont ces traités qui donnent forme à l’Europe, la définissent, la construisent. En effet, toute action entreprise par l’UE découle de ceux-ci.

Les traités sont approuvés librement et démocratiquement par tous les Etats membres. Ils sont susceptibles d’être modifiés dans le but de renforcer l’efficacité et la transparence de l’UE ou de procéder aux adaptations nécessaires pour accueillir de nouveaux Etats membres et élargir la coopération entre les pays de l'UE à de nouveaux domaines, comme la monnaie unique [7]. En outre, si une matière politique n’est pas citée dans un traité, la Commission ne peut pas proposer de légiférer dans ce domaine.

Ces traités sont repris au sein d’une Constitution, signée par les chefs d’Etats des pays membres de l’UE le 29 octobre 2004 après de longs et houleux débats [8]. La Constitution est en elle-même un traité ; mais un traité qui unifie tous les autres. Elle définit ainsi le cadre dans lequel l’UE peut agir et fut rédigée dans le but de répondre aux défis d’une Europe élargie. Elle coexiste donc avec les Constitutions nationales.

Les institutions européennes peuvent être “classées” selon trois catégories : politique, économique et judiciaire. Sur le **plan politique**, l**e Conseil européen** représente les chefs d’Etats ; **le Conseil de l’union européenne** représente les gouvernements nationaux ; **le Parlement** assure la représentation des citoyens et enfin la **Commission européenne** représente les intérêts européens.

Sur le **plan judiciaire**, il n’y a qu’une institution : **la Cour de justice de l’Union européenne**. En charge du droit au sein de l’UE, elle veille que le droit communautaire soit correctement appliqué dans chaque Etat membre et serve de médiateur dans les querelles entre institutions et Etats. A noter que le droit communautaire étant supérieur au droit interne des Etats membres, la Cour a le pouvoir d’intervenir lorsqu’elle juge un droit national incompatible avec un traité.

Quatre institutions politiques UE détiennent un pouvoir législatif et/ou exécutif

Le Conseil européen : il rassemble les chefs des 27 Etats membres lors de réunions appelées “sommets”. Il est l’initiateur des différents traités, et donne l’orientation générale et les priorités de l’Union.

Le Conseil de l’Union européenne, ou **“Conseil des ministres”**, est le principal organe décisionnel de l’Europe. Il exerce à la fois le pouvoir législatif et exécutif. Outre le président permanent, le Conseil comprend 27 ministres (un par Etat membre). Une “présidence tournante” est assurée par chaque Etat durant six mois. Sa composition change selon le domaine étudié. Exemple : pour une question relative à l’agriculture, ce sont les ministres de l’agriculture qui sont invités à se rassembler. La question des votes était, jusqu’au traité de Lisbonne, fluctuante : selon le domaine en question, le vote se faisait soit à l’unanimité, soit à la majorité simple, soit à la majorité qualifiée. Depuis 2009, c’est souvent la majorité qualifiée qui l’emporte. Mais une matière essentielle (et délicate) comme la fiscalité requiert toujours, hélas, l‘unanimité.

Le Parlement européen partage les pouvoirs législatifs et budgétaires de l'Union avec le Conseil des ministres. C’est par suffrage universel que sont élus, tous les 5 ans, les 736 eurodéputés qui le composent. Représentant environ 500 millions de citoyens, il s’agit de la 2e plus grande élection démocratique mondiale. Avec le Conseil de l’UE, le Parlement est en charge de la coopération inter-étatique dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que de la coopération policière et judiciaire en matière pénale [9].

La Commission européenne est l’organe exécutif de l’Union. Elle est composée d'un représentant par Etat mais organisé de façon à être indépendante des intérêts nationaux. La Commission est à l'origine du droit de l'Union européenne et se charge de l'activité quotidienne de l'Union. C’est elle qui, à la demande du Parlement et du Conseil (et parfois de la Banque centrale européenne), s’occupe de l’élaboration des textes. Ceux-ci sont ensuite soumis au Parlement et au Conseil de l’UE, les deux chambres législatives de l’Europe. Une fois approuvés, c’est la Commission elle-même qui veille à leur exécution. Cette confusion dans les pouvoirs est probablement la raison première de l’euroscepticisme concernant le processus démocratique européen.

9. http://fr.wikipedia.org/wiki/Institutions_de_l'Union_europ%C3%A9enne#Conseil

5. http://ec.europa.eu/enlargement/policy/conditions-membership/index_fr.htm
6. http://www.strasbourg-europe.eu/les-grandes-etapes-de-la-construction-europeenne,3375,fr.html
7. http://europa.eu/eu-law/treaties/index_fr.htm
8. Une Constitution pour l’Europe, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2004, p. 2.

L'Europe et sa banque

Deux institutions européennes remplissent **une fonction économique** : la Banque centrale européenne (**BCE**) et la Cour des comptes européenne.
Lorsque dans les années 90, les Etats membres négocient le Traité de Maastricht destiné à fixer les conditions de création d'une monnaie unique (l'euro), l'Allemagne se montre réticente. En échange de son adhésion, on lui promet l'indépendance de la banque centrale pour l'Union européenne (la BCE), en calquant les missions de celle-ci sur celles de sa Bundesbank [10].
La BCE se distingue des autres banques centrales ; par exemple, elle ne finance pas directement les Etats-membres. Elle n'assure donc aucun rôle de "prêteur". Sa mission vise avant tout la stabilité des prix, c'est-à-dire la lutte contre l'inflation ; c'est pourquoi, en 2010, il a fallu créer un Fonds spécial quand la Grèce a fait faillite.

En ce qui concerne la Cour des comptes UE, elle se compose d'un membre par Etat désigné tous les six ans par le Conseil de l'Union. Tous les trois ans, l'un d'entre eux est élu Président de la Cour. Son rôle consiste à veiller au bon usage du **budget européen**.

L'Europe et son budget

Qui dit budget dit sources de revenus. A ce titre, l'UE est financée par plusieurs sources de revenus : d'une part les contributions des Etats membres (plus de 60% du budget européen), d'autre part des ressources propres constituées des droits à l'importation imposés sur les produits provenant de pays non membres ainsi que d'un pourcentage de la TVA prélevée par chaque pays membre.
A ces trois sources centrales de revenus s'ajoutent les impôts sur le revenu du personnel des institutions européennes, les contributions de pays non membres en faveur de certains programmes européens, ainsi que les amendes infligées à des entreprises pour non-respect de la réglementation européenne.

Au niveau institutionnel, la Commission, le Parlement et le Conseil des ministres sont en charge du budget, tout en ayant des rôles et des pouvoirs différents. En outre, ces trois instances décident de la répartition du budget allant aux activités financées par celui-ci. Le domaine recevant actuellement la plus grande part du budget européen est le soutien à la croissance et à l'emploi et à la réduction des disparités économiques entre les régions. L'agriculture(PAC), le développement rural, la pêche et la protection de l'environnement constituent le deuxième poste budgétaire. La lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'immigration illégale forment un autre domaine de dépenses. Une fois le budget approuvé puis réparti entre ces différents domaines, la dépense est, quant à elle, du ressort des Etats membres et de la Commission.
Le budget annuel de l'Union européenne s'élève à près de 142 milliards d'euros (chiffres de 2011) [11]. Si le chiffre est impressionnant dans l'absolu, il ne représente pourtant qu'1 tout petit % de la richesse créée chaque année par les Etats membres de l'UE ! Et force est de constater que l'accord budgétaire pour

Credit © European Union

2014-2020 propose des chiffres à la baisse, obligeant les Etats membres "à faire mieux avec moins" [13].
C'est une des contradictions profondes de l'UE : 27 chefs d'Etat décident d'un budget européen fondé sur leurs propres ressources ! Soulignons aussi le délicat vote à l'unanimité que requiert le budget européen ; comment en effet concilier des approches économiques aussi diverses que, par exemples, l'Angleterre réclamant plus d'austérité et la Belgique, défendant plus de croissance [13] ?

Quelle vision ?

Derrière ces restrictions budgétaires se cache la question du projet européen. Si l'Acte unique européen (le traité de 1986) visait la construction d'un grand marché intérieur (entre les douze Etats membres de l'époque), l'Europe paraît s'être arrêtée à ce stade. Hors des coupes budgétaires, elle ignore la solidarité entre ses membres. Son fonctionnement intergouvernemental et technocrate souffre d'un profond manque de transparence et de démocratie. De quel "sursaut de lucidité [14]" l'Europe est-elle capable ? C'est ce que nous tenterons de discerner dans les articles suivants.

Xavier Dubois

10. Voir à ce sujet l'article de Christine Steinbach, "Dette souveraine et crise de l'euro : stop au dumping fiscal !", in Contrastes, p.11, nov-déc. 2012
11. http://europa.eu/pol/financ/index_fr.htm
12. La Libre Belgique, 9 et 10 février 2013, p. 1
13. http://www.levif.be/info/levif-blog/le-midi-du-vif/europe-un-sursaut-de-lucidite/opinie-4000245557205.htm
14. Idem.

Les trois maladies d

L'endettement des Etats menace l'unité et donc l'existence de l'Eurozone. Il est survenu à la suite de la crise financière de 2008. Mais le problème est beaucoup plus profond. Il touche à l'architecture même de la construction européenne qui manque de fondations. Si l'Europe est nécessaire dans un monde globalisé, alors il faut comprendre ce qui la menace pour être capable de choisir ce qui peut la sauver.

Menacée d'une faillite de sa zone euro et engluée dans une politique d'austérité qui pourrait rapidement pousser à bout ses populations, l'Union européenne (UE) semble tétanisée dans son lit de grande malade. Elle est prise de court depuis que la crise financière de 2008 rebondit en crise de la dette souveraine pour les 17 Etats membres qui ont adopté la monnaie unique. C'est que cette crise résulte de maladies plus graves. Pierre Defraigne, économiste et directeur de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe, en identifie trois : la maladie du capitalisme de marché dont l'UE s'est nourrie ; celle d'une construction boiteuse qui la prive d'une véritable identité ; celle enfin d'une mal-gouvernance.

Le dogme néolibéral a fait long feu

L'économie en Europe est qualifiée d' "économie sociale de marché". Le système recouvre trois réalités différentes mais fortement imbriquées : primo l'univers concurrentiel des PME et indépendants qui forme le tissu de nos sociétés. Secundo, le capitalisme de marché : grandes entreprises multinationales et haute finance, qui s'organisent en oligopoles et monopoles peu concurrentiels. Ce sont eux qui ont le plus grand pouvoir d'influence et de décision. Enfin il y a l'Etat qui intervient comme régulateur.

Dans ce système, le capitalisme de marché domine. Or il n'a qu'une seule logique, celle du profit pour accumuler et concentrer la richesse. Il est donc par nature profondément inégalitaire. De plus, s'il est innovant et générateur de croissance économique, il est aussi soumis à des cycles et très instable (les crises économiques se succèdent les unes aux autres). Enfin, aidé par les technologies modernes et la libre circulation des capitaux, il passe les frontières des Etats, dont il cherche à éviter les politiques régulatrices, et s'en va toujours ailleurs chercher la main-d'œuvre la moins chère. Il peut imposer les règles en jouant un territoire contre un autre, investissant là où les travailleurs et l'environnement sont moins protégés.
Mais l'élite occidentale, figée dans la pensée unique, justifiait le maintien du système en l'état parce qu'il assurait croissance et emploi. Or aujourd'hui le système est en déroute. Il n'y a plus d'équilibre, même relatif, entre la part des richesses qui revient au capital pour investir dans la croissance, et celle qui revient aux travailleurs en tant que pouvoir d'achat pour assurer la demande. La richesse va dans la rente financière. La crise de 2008 l'a mis en évidence.

Or les vieilles recettes pour relancer la croissance ne marchent plus : malgré des taux d'intérêt très bas, les ménages et les entreprises préfèrent épargner qu'investir, l'avenir étant incertain ; les Etats sont bridés par l'austérité. Des politiques moins orthodoxes ont été tentées aussi : sauvetage des banques avec l'argent public, mesures de soutien à certains secteurs, comme celui de l'automobile. Elles ont leurs limites dans un système mondialisé. Ainsi, le protectionnisme vis-à-vis d'un Etat pour ses entreprises entraîne des représailles économiques de la part des pays partenaires qui subissent alors une hausse du chômage chez eux.

Pour Pierre Defraigne, le danger majeur qui menace nos sociétés néolibérales et dérégulées se trouve dans l'aveuglement des élites et la confiance que les peuples leur ont donnée : "*la crise renvoie à une crise profonde de la société occidentale qui s'est inclinée devant la richesse et lui a prêté un statut excessif de prestige et d'autorité [...] Le succès matériel d'une classe d'ultra-riches a donné à croire que le système était sous contrôle et que ces gens savaient où ils allaient puisqu'ils tiraient si bien leur épingle du jeu*". En ce sens, conclut-il, "*la crise est aussi bien une crise de la pensée occidentale*".

L'Europe ? Mais qu'est-ce que l'Europe ?

L'Union européenne est victime du modèle néolibéral qu'elle a contribué à bâtir. Elle peine à trouver de nouvelles solutions, d'autant plus qu'elle souffre aussi d'un autre mal : elle n'est guère plus qu'un grand marché. Ce fameux marché unique qui, au départ, était un moyen d'intégration et qui est devenu sa propre finalité. Pierre Defraigne résume de façon saisissante ce qu'est l'UE composée de 27 Etats-nations : "*Aujourd'hui, l'UE-27 n'a toujours ni finalité ultime, ni frontières établies, ni modèle social commun, ni ambition internationale à proposer à ses 500 millions d'habitants ! Rien qu'un grand marché unique, un espace économique de libre circulation des biens, des services et des capitaux, de "concurrence libre et non faussée" et de rivalité entre ses Etats-membres*".

e l'Union européenne

Comment alors construire une identité européenne, une "communauté de destin" qui puisse prendre le relais de l'Etat-nation dans un contexte de mondialisation ? Pierre Defraigne, tout comme les députés européens Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt dans leur manifeste "Debout l'Europe !" [1], dénoncent trois "failles institutionnelles" qui font obstacle à la construction d'une véritable identité européenne.

Première faille, le décalage entre économie et sécurité. Prenons le cas d'un Etat-nation : dans la majorité des cas, il se donnera des institutions et des instruments pour assurer son économie et sa défense militaire à l'intérieur de ses frontières. Mais l'Europe a une construction bancale dès le début : d'un côté elle crée les moyens d'un marché entre ses Etats membres ; de l'autre elle abandonne sa sécurité aux Etats-Unis en choisissant de s'abriter au sein de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Elle se donne une autonomie économique mais admet une dépendance militaire. Ceci décourage la conscience d'une communauté de destin propre aux Européens. Au contraire, cette dépendance nourrit une émulation qui conduit l'Europe à prendre le modèle américain comme référence. Et cette tendance longue pourrait bientôt se trouver renforcée par la signature d'un Traité transatlantique ayant des implications fortes sur le terrain économique, social, stratégique et démocratique ! [2]

A cette faille s'ajoute celle d'un marché sans politiques communes. Encore ce marché est-il inachevé, comme le note Pierre Defraigne : "*l'intégration (par le marché) a été partielle, elle n'a porté ni sur la finance, ni sur l'énergie, ni sur l'armement qui sont restés nationaux*". Et aucune politique commune n'a été décidée pour "booster" ce marché : pensons par exemple au secteur de la recherche et développement, qui reste national. En renonçant au fédéralisme, l'UE a dû se contenter de prêcher la bonne parole mais sans contraintes. La fameuse "Stratégie

L'Angleterre : Je t'aime, moi non plus

Parmi ceux qui ont rêvé d'une union économique ET politique entre pays d'Europe, favorisant la paix entre eux, certains ont cru qu'on irait jusqu'à la construction des Etats-Unis d'Europe. On en est très loin. Le Royaume-Uni, entré en 1973, a fortement contribué à limiter l'idée. Les Britanniques se montrent allergiques au fédéralisme, sont très attachés à leur souveraineté (c'est aussi le cas de la France), et à leurs relations privilégiées avec les Etats-Unis. Et le pays a aussi un paradis fiscal en son sein : la City de Londres est la plaque tournante des transactions financières dans la plupart des paradis fiscaux. Il ne veut donc pas que l'Europe l'encombre avec des règles fiscales et monétaires trop strictes à son goût...
Ce que les Britanniques attendent de l'Europe se réduit donc au marché unique. Même la monnaie unique n'a pas eu leur accord. Lors des négociations qui ont abouti au Traité de Maastricht, Londres est parvenue à rayer des débats le mot "fédéralisme" (le "f" word). Et à faire enterrer de ce fait une vision politique de l'Europe au profit d'une vision mercantile.

1. Cohn-Bendit, Verhofstadt, *Debout l'Europe !*, suivi d'un entretien avec Jean Quatremer, Actes Sud, André Versaille éditeur, septembre 2012. Daniel Cohn-Bendit est co-président du groupe des Verts/Alliance libre européenne. Guy Verhofstadt est président du groupe de l'ADLE au Parlement européen et ancien Premier ministre de Belgique. Enfin, Jean Quatremer est journaliste à Libération et spécialiste des questions européennes.
2. Voir l'édito de la Fourmilière de janvier-février 2013. Et pour en savoir plus, voir le site www.no-transat.be.

de Lisbonne" de 2000 vise simplement à "*coordonner les efforts nationaux" pour faire de l'Europe "l'économie la plus compétitive du monde*". Daniel Cohn-Bendit ajoute : "*Les Etats ont refusé toute contrainte, toute politique commune. Il s'agissait seulement de prendre exemple sur "les meilleures pratiques" des autres, sans aucune obligation, sans aucun pouvoir de contrôle confié à la Commission. On a vu le résultat : cela a été un échec cinglant*".

Un gouvernement à 27 sans politiques communes

La troisième faille tient dans la manière dont les responsabilités sont distribuées entre l'UE et ses Etats membres. L'UE doit contribuer à la croissance et on a vu plus haut que la confiance aveugle en la "Main invisible du marché" guide l'affaire : "Ouvrons les frontières et ça ira !" Mais toutes les politiques pourtant liées à l'économie, comme le prélèvement de l'impôt, la redistribution, la sécurité sociale et les services publics sont dans les mains des Etats. On aurait peut-être tendance à se dire ouf ! Surtout si l'on vit dans un pays qui assure un haut niveau de protection sociale par exemple. Car la crainte (justifiée) de nombre d'eurosceptiques est de voir les politiques sociales se niveler par le bas si l'UE s'en occupe. Mais il faut regarder plus loin. L'Europe ne s'est pas dotée de politiques communes sur des éléments aussi essentiels que l'impôt des sociétés et de l'épargne financière, dans un contexte de libre circulation des capitaux. Conséquence : les Etats se livrent avec rage une guerre de concurrence pour attirer les entreprises. Et cette guerre fragilise l'UE tout autant qu'elle assèche les finances publiques des Etats qui la composent.

Résumons : L'Union européenne a confié sa défense à l'OTAN sous la conduite des Etats-Unis ; sa politique revient aux Etats-nations qui la composent, son marché consiste en une intégration passive et incomplète. Cette construction déséquilibrée l'empêche d'être une puissance entendue dans le concert de voix mondial. Et, les yeux fixés sur l'Amérique, elle n'a pas vraiment su tirer parti de sa propre originalité pour inventer et imposer dans ce concert un modèle socio-économique moins inégalitaire et plus résistant. A ces deux maladies graves se greffe une troisième : celle d'une "eurozone" limitée à 17 Etats, plongée dans une crise grave et en mal de gouvernance.

L'Eurozone : la monnaie et rien d'autre !

On peut considérer l'adoption de la monnaie unique comme une avancée significative de l'Union européenne, si l'on tient compte des difficultés et des tensions que cela représente de mettre des pays d'accord sur un tel projet. C'est particulièrement vrai pour l'Allemagne, dont le Deutsche Mark constituait un élément positif central de l'identité nationale. L'adoption de l'euro s'inscrit dans un contexte précis, celui de la chute du Mur de Berlin en 1991. D'un côté, cet événement qui signe l'effondrement du bloc communiste aurait pu tout aussi bien affaiblir encore l'Union européenne, qui a été en partie créée pour s'opposer à l'expansion communiste. De l'autre, réunir les deux Allemagnes a un coût énorme. Une forme de donnant-donnant est à la base de la monnaie unique : "*On a échangé l'approfondissement européen contre l'unification allemande*", résume Daniel Cohn-Bendit. Pour autant cet approfondissement est resté minimaliste. Une monnaie unique, mais pas de politique budgétaire ni fiscale commune, pas d'union bancaire, pas de marché du travail unifié…

Si bien qu'à la suite de la crise de 2008, on parvient à cette situation étonnante : la Grèce, dont l'économie ne représente que 2% du produit intérieur brut de l'UE, met en péril toute la zone euro parce qu'elle se trouve en situation de faillite ! Pour donner un contre-

L'Allemagne et sa culture de l'austérité

On pointe souvent du doigt la Troïka (BCE, FMI et Commission UE) quand il est question des politiques d'austérité qui menacent de saigner l'Europe à blanc. Mais l'Allemagne d'Angela Merkel a elle-même une responsabilité particulière dans l'aggravation de la crise. Dans un premier temps, en février 2009, face aux difficultés des pays grec, portugais, irlandais… les ministres des finances allemand et français, le président de l'eurogroupe et celui de la BCE [3] négocient secrètement et tombent d'accord pour annoncer que la zone euro serait solidaire des pays en difficulté. Mais fin 2009, Angela Merkel arrive au pouvoir en Allemagne en coalition avec les libéraux et hésite ou refuse de se montrer solidaire, préférant imposer sa propre logique d'austérité. La nouvelle majorité mettra un bon bout de temps avant de prendre conscience que la fin de l'euro pourrait coûter très cher à son propre pays !

3. Respectivement Peer Steinbrück, Christine Lagarde, le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, et Jean-Claude Trichet.

Credit © European Union

exemple, notons qu'aux Etats-Unis, la faillite de l'Etat de Californie qui représente 15% du PIB américain n'a en aucun cas provoqué la fin du dollar...

Le manque d'union des Etats membres de la zone euro est la première cause de cette crise. Plus précisément, Guy Verhofstadt pointe le moment où cette union aurait dû s'exprimer. C'est à la fin de 2009, lorsque la Banque centrale (BCE) annonce qu'elle n'acceptera plus, en échange des prêts qu'elle accorde, des garanties en dessous de A-[4]. Cette annonce signe la faillite virtuelle de la Grèce. *"Si les chefs d'Etat et de gouvernement avaient affirmé leur solidarité avec la Grèce, et qu'ils garantiraient ses dettes parce que la zone euro est une union monétaire et économique, la crise n'aurait même pas commencé ! Une simple phrase aurait suffi mais ils ne l'ont pas prononcée, ce qui a semé le doute sur la solidité au sein de la zone euro : une union sans solidarité, ce n'est pas une union !"*. Mais pour avoir cette union, il faut décider de politiques communes.

Faute de quoi, la zone euro se résume à deux principes : une discipline maximale et une solidarité minimale. Les dettes souveraines ne sont pas mutualisées. Pour l'éviter, on a créé le Fonds européen de stabilité financière (FESF), assorti du Mécanisme européen de stabilité (MES). En échange de prêts aux Etats en difficulté qui en font la demande, des conditions draconiennes sont imposées en matière de réduction des dépenses publiques.

Le débat sur l'avenir de l'Europe ne peut se résumer à un "oui ou non". Car de plus en plus, la politique est affaire de continents. Sans annihiler le principe d'une souveraineté de l'Etat-nation, on voit bien que la gouvernance mondiale est devenue un impératif à atteindre. L'avènement d'une véritable union européenne politiquement forte est une étape nécessaire. Mais les maladies dont elle souffre la menacent jusqu'au cœur : privée d'âme, étouffée par l'austérité, limitée par les intérêts nationaux, elle est devenue l'affaire de technocrates et non celle des peuples qui l'habitent. C'est la plus grave conséquence des crises qui la traversent. Il faut, bien sûr, de toute urgence résoudre la crise de l'euro. Mais il est tout aussi essentiel de rendre l'Europe aux citoyens, en construisant les étapes d'un processus démocratique propre à l'UE. Comment peut-on se sentir citoyen d'Europe, si elle n'est que l'ensemble des élus nationaux et ne dispose même pas d'un vrai budget ? Voilà une question aussi fondamentale que l'avenir de l'euro.

Christine Steinbach

4. Les agences de notation estiment la valeur d'actifs bancaires par des notes graduées telles que BBB ou AAA, ou AA+, etc. La note AAA étant la garantie la plus haute.

L'UE, le monde où chaque pays est le paradis fiscal d'un autre !

Crédit © European Union

Le scandale de l'offshore leaks est tout frais. Il s'agit de ces actionnaires de sociétés qui ont fraudé l'impôt en utilisant des paradis fiscaux et que le travail en collaboration de 85 journalistes a permis de faire mettre au grand jour.
Mais encore faut-il que des mesures communes puissent être prises au sein de l'Union européenne. Si les Etats-Unis ont pu obliger la Suisse à assouplir son secret bancaire en leur faveur, c'est bien parce qu'ils parlent d'une seule voix. En UE, la règle de l'unanimité en manière fiscale empêche d'adopter des règles contraignantes pour tous les Etats membres. Chaque pays fait à sa sauce face aux paradis fiscaux et peut être considéré par son voisin comme un paradis fiscal. "*Dès lors*, expliquait Philippe Maystadt, invité de Matin Première à la RTBF le 8 avril dernier, *compte tenu de la liberté dont les entreprises disposent pour opérer sur le marché unique européen, les entreprises peuvent aisément mettre en place des structures dans des paradis fiscaux en passant par un Etat membre dont les règles sont moins strictes*". Près de 1.000 milliards d'euros, soit 2.000 € par habitant de l'UE, sont perdus chaque année du fait de la fraude et de l'évasion fiscale. C'est le chiffre estimé par la Commission UE qui, dès lors, ne cesse d'inciter les Etats à adopter des normes minimales de bonne gouvernance dans le domaine fiscal. Heureusement, sur ce terrain, de petits pas sont en train de se faire. (voir aussi article en page 15).

Interview croisée : Philippe Lamberts

L'Europe doit

Crise de l'euro, crise de solidarité entre pays européens, crise de confiance dans ses institutions… L'Union européenne doit faire face plus que jamais à des enjeux de taille.
La mondialisation, la politique fiscale… Contrastes fait le tour des questions fondamentales qui touchent l'Europe au cœur avec Philippe Lamberts, député européen (Ecolo) et Eric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM).

Contrastes : La crise de la zone euro démontre qu'il y a bien une Europe à deux vitesses, non pas celle de l'UE 17 (zone euro) et l'UE 27 (Etats membres), mais celle des pays riches et solides d'une part et celle des pays pauvres et fragiles d'autre part. Qu'est-ce qui a creusé ce fossé ?

Philippe Lamberts : Des politiques menées de manière différente dans les divers Etats membres ont creusé ce fossé. Ce sont des politiques orientées vers la satisfaction d'intérêts nationaux à court terme. Par exemple, en Allemagne, la réforme du marché du travail a été mise en œuvre pour restaurer la compétitivité du pays dans le but d'en faire une puissance exportatrice forte.
D'un autre côté, dans les pays du sud de l'Europe mais aussi en Irlande, on s'est adonné à des bulles immobilières pour faire de la "croissance facile". En Espagne, on a investi dans l'immobilier, on a multiplié les constructions. Ce qui a créé de l'emploi mais ces investissements ne sont pas productifs. En Grèce, c'est une politique clientéliste qui a oublié le sens des responsabilités et qui visait uniquement à se maintenir au pouvoir…
Ce qui est problématique, c'est que la majorité de la classe dirigeante ne se rend pas compte qu'il est dans l'intérêt de tous les Etats-membres de se serrer les coudes. Les pays du sud ont besoin de solidarité de la part des autres pour s'en sortir. Mais les pays contributeurs (Allemagne, Danemark, France, Pays-Bas…) doivent intégrer que le reste de l'Europe représente leur client potentiel. L'Allemagne ou encore les Pays-Bas par exemple, ne resteront pas prospères au milieu d'un désert économique ! Les exportations allemandes se font principalement en Europe. Leur avenir est ici !

Eric Toussaint : L'Union européenne et la zone euro ont été créées en appliquant des principes qui favorisent uniquement le capital : liberté totale de mouvements de capitaux, liberté de circulation des marchandises et des services, promotion à tout prix de la concurrence, mise en cause de la démarche du principe des services publics… On donne toute liberté au capital dans le but de faire un maximum de profit, considérant à tort que si on favorise une initiative privée jugée plus efficiente, tout va très bien fonctionner. En mettant en place ce principe et en réduisant au maximum l'intervention des Etats en termes de réglementations, de budgets, on se retrouve avec une Europe où le budget représente moins de 1% de son PIB alors que généralement, le budget des Etats les plus industrialisés tourne autour des 40 à 50% du PIB ! On se retrouve avec un budget famélique dont près de la moitié va à la Politique agricole commune. La conséquence, c'est que l'Europe ne s'est pas dotée d'un moyen lui permettant de réduire les disparités entre les économies les plus fortes et les plus faibles de l'Union. Quand on met dans une même structure en compétition des économies tout à fait différentes, on renforce les disparités.

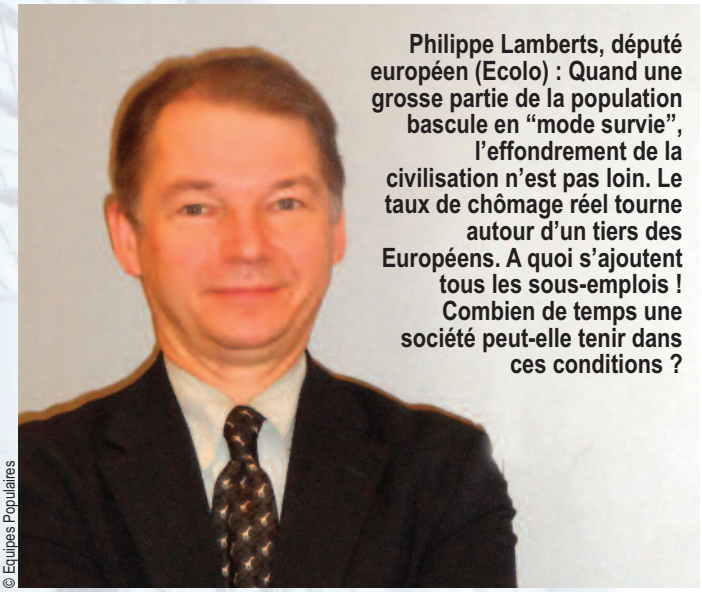
Contrastes : Y a-t-il d'autres points de fracture ?

Philippe Lamberts : Le vrai clivage européen est celui qui sépare les riches des pauvres. Aujourd'hui, 25% des européens sont pauvres. Et 5% sont les plus riches.
Ce clivage existe également au sein même des Etats membres. En Allemagne par exemple, il y a 22% de pauvres. Il y a par ailleurs sept millions de travailleurs pauvres dans ce pays. Ce n'est pas un clivage nord-sud qui se dessine mais à l'intérieur même de l'économie réputée la plus performante de l'UE. On a d'une part les personnes larguées de l'intégration européenne et de la compétition mondiale et de l'autre, ceux qui en profitent.

Eric Toussaint : Non seulement, on a une opposition d'une part, entre des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande et les pays de l'Est et de l'autre, avec les plus forts de l'UE. Mais aussi à l'intérieur même de chacun de ces pays ! On y a augmenté par le biais des réformes du marché du travail, les disparités salariales. Les politiques menées à l'intérieur des Etats de l'UE ont contribué aux inégalités. Un exemple emblématique, l'Allemagne. On a mis en place des contre-réformes visant à augmenter très fortement les différences de statut entre les travailleurs, ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a 7 millions de salariés à plein temps qui gagnent 400 euros par mois !

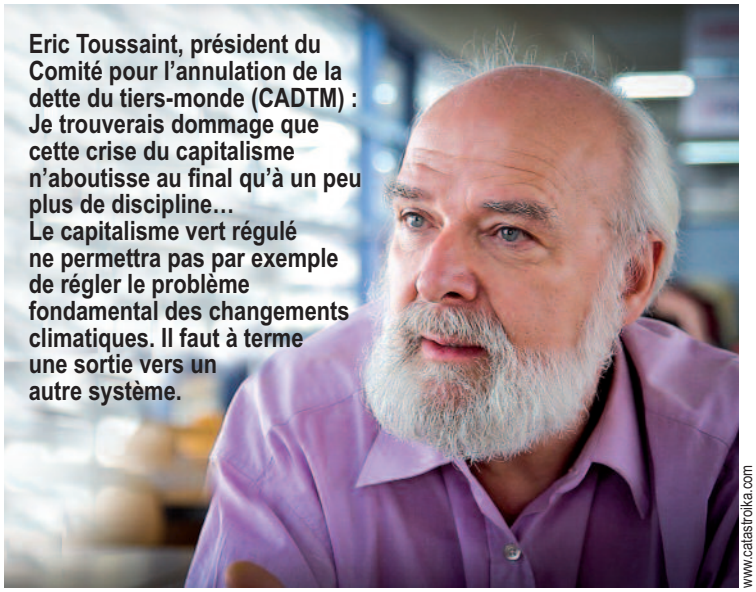
et Eric Toussaint

changer de cap !



© Equipes Populaires

Philippe Lamberts, député européen (Ecolo) : Quand une grosse partie de la population bascule en "mode survie", l'effondrement de la civilisation n'est pas loin. Le taux de chômage réel tourne autour d'un tiers des Européens. A quoi s'ajoutent tous les sous-emplois ! Combien de temps une société peut-elle tenir dans ces conditions ?



www.catastroika.com

Eric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) : Je trouverais dommage que cette crise du capitalisme n'aboutisse au final qu'à un peu plus de discipline… Le capitalisme vert régulé ne permettra pas par exemple de régler le problème fondamental des changements climatiques. Il faut à terme une sortie vers un autre système.

Contrastes : Est-il possible de mener une politique économique et financière européenne cohérente sans tenir compte du contexte mondial ?

Philippe Lamberts : Il faut d'abord renforcer la souveraineté européenne. Pris individuellement, aucun des Etats membres ne peuvent dans une finance mondialisée, exercer véritablement leur souveraineté sur des grands groupes financiers comme *Deutsche Bank* ou *BNP Paribas*, pour ne citer qu'eux. Par contre, ensemble, au niveau européen, nous sommes capables de le faire. Si nous imposons des règles communes en matière fiscale, sociale ou environnementale, ces groupes devront soit jouer le jeu en suivant les conditions européennes, soit sortir du marché européen. On imagine difficilement un grand groupe financier choisir de sortir du marché ! Alors qu'actuellement, ils peuvent tout à fait se dire "les conditions imposées par la Belgique ne me conviennent pas, je m'installe dans un autre pays européen."

Contrastes : N'est-ce pas se tirer une balle dans le pied que d'imposer des normes plus strictes en Europe ?

Philippe Lamberts : La question de la compétitivité économique mondiale est également centrale. Si on impose des normes sociales et environnementales plus fortes, cela aura un impact sur les coûts mais il faut voir ce qu'on est capable de créer comme valeur ajoutée à côté de cela. Par exemple, les Chinois savent qu'ils vont commencer à être moins compétitifs, donc ils font la course à la création de valeurs : mise en place d'un système de sécurité sociale ou de normes environnementales même si celles-ci ne sont pas parfaites.
Il existe une tension avec d'autres zones de la planète. On ne peut pas avoir un système de protection sociale et environnemental élevé et ne pas en payer le coût. Y compris au niveau du consommateur. (On ne pourra pas toujours acheter un t-shirt à 3 euros venant du Bangladesh !) On doit être capable d'entrer dans une autre relation avec les autres zones de la planète et envisager d'adapter contractuellement nos standards sociaux et environnementaux.

Contrastes : On sait que la fiscalité est un des nœuds du problème européen et de l'endettement des Etats. Comment expliquer le fait que la plupart des pays européens continuent à jouer la concurrence interne ?

Philippe Lamberts : C'est une question de volonté politique et d'idéologie. Prenez l'exemple de l'impôt des sociétés. On est dans un régime de concurrence acharnée. La Belgique avec ses intérêts notionnels, d'autres pays avec des incitants différents. Le résultat, c'est que tout le monde y perd : la Belgique attire peut-être des entreprises intéressantes avec les intérêts notionnels mais les entreprises payent des sommes minimes et au final, on se retrouve tous avec des clopinettes ! Si on veut vraiment s'attaquer aux bases taxables des personnes les plus riches et des multinationales qui nous échappent de plus en plus, il nous faut une approche commune. Si on augmente l'impôt sur les sociétés, vous pensez qu'ils vont quitter l'Europe ? S'ils partent, d'autres acteurs prendront leur place ! L'Europe est un continent où il pourrait faire bon vivre ! Le stock de patrimoine en Europe est de 60.000 milliards d'euros. On ne peut donc pas dire qu'on est pauvre ! Il faut taxer les patrimoines supérieurs à 1 million d'euros (2,2% des Européens) à 1% par an, ceux supérieurs à 5 millions d'euros à 2% par an. Ce qui représenterait 250 milliards de recettes par an ! Il faut aussi s'attaquer à la fraude fiscale.
Mais c'est ensemble qu'on va y arriver, seul ça devient

Exposion "*Sortir des abîmes : Comment les européens ont construit la paix ensemble*" devant le Parlement européen.

© Equipes Populaires

difficile parce qu'on arrivera toujours à nous contourner !
Si on veut changer d'optique, il faut s'en donner les moyens. Et pour cela, il faut trouver d'autres sources de recettes fiscales que celle du revenu du travail. Fiscalité sur le patrimoine, sur le secteur financier et la fiscalité environnementale. Comment se fait-il que ces 20 dernières années, les profits des entreprises ont doublé en Belgique et que les impôts payés sont restés constants ?
Si on n'agit pas ensemble, on se condamne à voir nos systèmes de protection sociale se rétrécir. Et n'oublions pas que les dépenses publiques profitent d'abord aux plus fragilisés de notre société !

Philippe Lamberts : ***Il faut dynamiter les lieux communs du type "l'Allemagne est un pays donateur" : Ce n'est pas correct ! L'Allemagne est un pays qui prête de l'argent et quand un pays vous prête de l'argent, vous n'avez pas l'impression qu'il vous fait un don !***

Eric Toussaint : On a refusé une harmonisation fiscale en Europe. On se retrouve avec des systèmes fiscaux totalement différents. A Chypre, l'impôt sur les sociétés est de 10%. Ce qui devrait changer avec la crise que l'on connait aujourd'hui. En Irlande, l'ISOC est de 12,5% et en Belgique, il est de 33,99%. Cette disparité permet aux entreprises de déclarer leurs revenus là où ça leur coûte moins cher. La politique européenne actuelle protège la fraude fiscale. Les paradis fiscaux existent au sein de l'Union européenne et de la zone euro. Notamment, La City à Londres pour l'UE, le Grand-Duché de Luxembourg dans la zone euro.

Au niveau national, il est tout à fait possible d'adopter des mesures de justice fiscale. (Contrôle des mouvements de capitaux, mesures contre ceux qui voudraient échapper à ces mesures fiscales...) L'idée reçue selon laquelle "on est dans la zone euro donc on ne peut pas prendre de mesures importantes sur le plan fiscal" est fausse. On fait croire aux gens qu'il n'y a pas d'autre issue. Ceux qui invoquent ce discours cherchent à protéger les fraudeurs. On voit bien qu'avec l'"affaire" de Chypre, on voit poindre des solutions qui auparavant étaient considérées comme impossibles : on va taxer les personnes qui ont plus de 100.000 euros dans les banques, instaurer un contrôle sur les mouvements de capitaux. Je rejette les mesures imposées à Chypre car l'objectif poursuivi est d'imposer une politique globale antisociale mais certaines dispositions prises montrent qu'il est possible de contrôler les mouvements de capitaux et de taxer fortement au-dessus d'un certain niveau de patrimoine.
Malgré les règles imposées par l'UE, il est tout à fait possible que des pays s'opposent à la politique de la Commission et forcent par leur attitude, une renégociation au niveau européen. Il faut reconstruire l'Europe démocratiquement. Entre-temps, il faut que des gouvernements de gauche rompent la discipline. Si François Hollande avait respecté ce pourquoi les Français l'ont élu, il aurait demandé à renégocier le pacte fiscal européen avec Angela Merkel et dans le cas où elle aurait refusé, il se serait prononcé contre au moment du vote. Cela aurait pu empêcher l'adoption de ce traité.

Contrastes : La crise de l'euro traduit de manière évidente une absence de gouvernance politique solide (absence de politique économique, budgétaire, fiscale et sociale cohérente). Le non-soutien européen par rapport à la dette grecque est révélateur de la fragilité d'une union si elle n'est pas fondée sur la solidarité. Cette crise de l'euro sonne-t-elle définitivement le glas de la solidarité européenne ? Le rêve de fédéralisme européen est-il définitivement enterré ?

Philippe Lamberts : La question de la solidarité est un enjeu crucial d'autant plus à un moment où les égoïsmes nationaux nourris par la peur sont en train de naître. Actuellement, on est pour la solidarité pour autant que cela ne nous coûte rien !
Il faut dynamiter les lieux communs du type "l'Allemagne

est un pays donateur" : Ce n'est pas correct ! L'Allemagne est un pays qui prête de l'argent. Quand votre banquier par exemple, vous prête de l'argent, vous n'avez pas l'impression qu'il vous fait un don ! C'est ce qu'on fait vis-à-vis de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande ou de Chypre. On leur prête de l'argent contre intérêts et en plus avec un différentiel de taux d'intérêt qui fait qu'on réalise un profit. C'est ce qui s'est passé dans les années 80 au moment des prêts aux pays du tiers-monde. Les flux nets financiers passaient du tiers-monde vers l'Europe et les USA, pas l'inverse ! On ne donnait pas ! On profitait, on faisait du business ! Pour le moment, c'est ce qui se passe avec les pays européens.

Eric Toussaint : ***Les politiques menées à l'intérieur des Etats de l'UE ont contribué aux inégalités. Un exemple emblématique, l'Allemagne. On a mis en place des contre-réformes visant à augmenter très fortement les différences de statut entre les travailleurs, ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a 7 millions de salariés à plein temps qui gagnent 400 euros par mois !***

L'Union monétaire et donc l'Union européenne ne tiendront pas sans solidarité et donc sans transferts financiers ! Si on répond par la négative, c'en sera fini de l'UE. C'est juste une question de temps !
En revanche, si on constitue un Etat fédéral européen doté d'un budget central suffisant et de la capacité d'effectuer des transferts financiers d'un pays à l'autre de l'Union, alors la crise de l'Euro pourrait être résolue. Le niveau d'endettement européen est gérable, la balance extérieure est équilibrée. Cela suppose de mettre en place une Europe fédérale dotée d'un pouvoir fiscal réel.
Ce qui est terrible, c'est que l'on doit défendre simultanément une intégration politique fiscale et sociale beaucoup plus forte en Europe. On va devoir réaliser non pas de petits pas mais un véritable saut ! Faire un changement de cap politique radical et faire un saut démocratique colossal… C'est un argument difficile à vendre ! Parce que certains vont dire "tu veux plus d'intégration européenne, ok, mais tu ne vas pas avoir l'unanimité pour pouvoir changer le centre de gravité !" et donc on refuse le saut d'intégration…

Eric Toussaint : La solidarité européenne n'a jamais existé dans le cadre de l'UE telle qu'elle existe. Ou on pourrait dire que si solidarité il y a, c'est avec les grandes entreprises européennes. Les gouvernements européens ont systématiquement pris des mesures pour venir en aide aux banques européennes et aux grandes entreprises européennes. Mais quand il s'agit de venir en aide aux peuples et aux économies les plus faibles, il n'y a pas de solidarité. On pourrait plutôt dire qu'il y a un certain type de solidarité : une solidarité de classe, une solidarité entre les capitalistes. Le fédéralisme est possible mais il doit résulter d'une constituante des peuples. Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit défendent un fédéralisme par en haut… Il nous faut un fédéralisme prôné par la base, par le peuple. Le fédéralisme est possible et nécessaire, mais cela implique une issue à partir d'en bas à la crise européenne. Cela ne veut pas dire un repli sur soi mais une solidarité entre les peuples européens et une Constitution européenne décidée par les peuples eux-mêmes.

Contrastes : Que faudrait-il faire pour rendre les institutions européennes plus démocratiques ?

Philippe Lamberts : Il y a beaucoup à faire… La crise de la démocratie a lieu à tous les niveaux de pouvoirs en Europe. Le remplacement de chefs d'Etat par des fonctionnaires en est un exemple criant. Aujourd'hui, les décisions sont prises en Grèce, en Italie… par des fonctionnaires qui ne rendent compte qu'à leur chef.
Autre exemple : Lorsque des discussions ont lieu entre le gouvernement belge et la Commission européenne, est-ce que vous pensez que les orientations que la CE prend et impose à la Belgique font l'objet quelque part d'un débat démocratique et donc d'un mandat ?

Absolument pas ! Quand la Belgique va négocier avec la Commission européenne, pensez-vous que la Belgique demande un mandat au parlement belge ? Pas du tout ! Remédier au déficit démocratique implique qu'on agisse sur deux plans. Il faut réanimer la démocratie dans les parlements nationaux et au niveau européen.

Eric Toussaint : Il faut déconstruire les institutions non démocratiques et en construire de nouvelles et ce à partir d'une constituante des peuples ! Le pouvoir législatif (le parlement européen) est extrêmement faible, trop soumis à l'exécutif.

Contrastes : A défaut de recette miracle, avez-vous une idée concrète pour réconcilier le citoyen avec l'Europe ?

Eric Toussaint : Dans le cadre des frontières nationales, il faut prendre des initiatives pour que les mouvements sociaux et les organisations de gauche cohérentes définissent un projet commun. En Belgique, la FGTB de Charleroi et des mouvements de gauche radicale s'associent autour de la création d'un nouveau projet politique, le 27 avril [1]. Au niveau européen, via le mouvement Altersummit, on essaye de promouvoir une convergence entre un maximum de mouvements citoyens, de mouvements sociaux et de syndicats européens [2]. L'Altersummit organise une grande rencontre internationale à Athènes les 7 et 8 juin 2013.

Philippe Lamberts : Si le citoyen souhaite que les décisions prises reflètent plus ses attentes, il doit le faire entendre ! Cela peut se manifester au moment des élections mais aussi entre les élections ! On peut dire à tout le monde qu'on veut réguler la finance et puis dans les actes faire le contraire !!! La mobilisation citoyenne sur les questions de la régulation de la finance ou de l'érection d'un système de sécurité sociale européen est quasi inexistante. Pourtant, le lobbying citoyen peut donner de bons résultats. Par exemple, l'accord ACTA (accord de commerce international qui visait à renforcer les règles de propriété intellectuelle au profit d'entreprises privées) constitue un bon exemple. La droite a voté contre parce que ses représentants savaient que des citoyens seraient attentifs à ce vote. Ils ont reçu des milliers d'e-mails... L'exemple du dossier sur les bonus des banquiers est également représentatif. Plus aucun ministre des finances n'aurait osé retourner auprès de ses citoyens et dire il ne faut pas trop les embêter...

Mais la mobilisation citoyenne est encore insuffisante. Dans la population, il y a une véritable hésitation entre "Est-ce vraiment ensemble qu'on est plus forts ?" ou "Est-ce que prendre des risques financiers pour d'autres pays européens ne nous affaiblira pas ? Il vaut peut-être mieux les laisser se débrouiller seuls pour se protéger." Cette hésitation, on la retrouve dans la classe politique. Celle-ci manque de vision. Elle ne prend pas en compte les défis majeurs du 21e siècle à savoir : la réduction de l'empreinte écologique et les inégalités sociales. L'explosion de ces deux bombes à retardement peut provoquer la disparition de l'humanité. Si on a conscience de cela, cela nous donne un certain sens de l'urgence et des priorités. La plupart de mes interlocuteurs ne partagent pas ce diagnostic... Ils pensent que c'est une crise passagère et que si on retrouve le chemin de la croissance, elle sera résolue...

Propos recueillis par
Monique Van Dieren et Claudia Benedetto

L'Europe a sa raison d'être parce que...

Eric Toussaint : Parce qu'il faut une solidarité entre les peuples européens et qu'elle est tout à fait possible.

Philippe Lamberts : Parce qu'il y a des dangers existentiels qui pèsent sur nos sociétés. Et si on ne les relève pas, on est tous morts... Le vernis de la civilisation est extrêmement fragile. Quand une grosse partie de la population bascule en "mode survie", l'effondrement de la civilisation n'est pas loin. Le taux de chômage réel tourne autour d'un tiers des Européens. A quoi s'ajoutent tous les sous-emplois ! Combien de temps une société peut-elle tenir dans ces conditions ?

Et elle a sa raison d'être à condition que...

Eric Toussaint : le processus se fasse par "en bas". Il faut une constituante des peuples européens et donc une refondation de l'Europe. Il faut tourner le dos à la politique qui a été menée auparavant. Il y a plusieurs scénarii possibles pour sortir de la crise. Celui qui est appliqué aujourd'hui (austérité) approfondit et aggrave la crise. On est partis pour au moins 10 à 15 ans de crise, de croissance très réduite. Sauf si des mobilisations sociales aboutissent à des réformes structurelles radicales telles que : la socialisation des banques, le renforcement des services publics, la reconstruction d'une Europe basée sur une constituante des peuples ; une Europe solidaire des autres parties du monde. Il faut également obtenir l'annulation/répudiation de la dette publique illégitimle et dans cette perspective développer les initiatives d'audit citoyen de la dette comme c'est le cas en Belgique aujourd'hui [3].
Cette solution impliquerait que les mouvements sociaux et la gauche radicale soient capables d'offrir une vraie alternative, un programme cohérent et ne se limitent pas à un programme néo-keynésien. Je trouverais dommage que cette crise du capitalisme n'aboutisse au final qu'à un peu plus de discipline... Le capitalisme vert régulé ne permettra pas de régler le problème fondamental des changements climatiques. Il faut sortir du système capitaliste.

Philippe Lamberts : Si nous voulons assurer la possibilité d'une vie décente dans le cadre des limites physiques de la planète, alors l'Europe fait partie de la réponse à condition qu'elle change de cap politiquement, qu'elle fasse un saut d'intégration politique et fédéral et un saut démocratique. Sachant que l'échec de cette vision se révèlerait probablement dramatique voire existentiel pour nos sociétés.

(1) http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2843:construisons-ensemble-une-alternative-de-gauche-a-la-crise-capitaliste&option=com_content&Itemid=53
(2) http://www.altersummit.eu/Le-Manifeste.html
(3) http://cadtm.org/Declaration-pour-le-lancement-du

L'Europe, oui... Mais laquelle ?

La crise de la zone euro est révélatrice des déficiences dont souffre l'Union européenne. Mais l'option choisie pour tenter de sauver l'euro en imposant une politique d'austérité et de recul salarial, risque de conduire l'Europe droit dans le mur. Il est grand temps de construire un véritable modèle social commun qui devra être porté par une dynamique démocratique.

Pour sauver la zone euro, les décideurs n'ont rien trouvé de mieux que le prêt à intérêt (via le Fonds européen de stabilité financière) assorti de conditions drastiques d'apurement de la dette publique. Cette dogmatique menace tant les modèles sociaux existant au sein de l'UE que la démocratie elle-même. Les "surveillants" des budgets nationaux ne sont pas élus ! L'horizon noir qui s'esquisse par cette voie risque bien de muscler les mouvements nationalistes de tous bords : si l'Europe signifie inégalités sociales croissantes, pauvreté et technocratie, alors au diable l'Europe !

Un besoin urgent d'une véritable union européenne

Et pourtant nous ne pouvons pas tirer un trait sur l'Union européenne. Car le contexte est celui de la mondialisation. Le capital est international. Il faut le réguler au-delà des territoires nationaux. Les travailleurs sont mis en concurrence d'un pays à l'autre. Il faut des protections sociales communes. Des Etats ne peuvent plus imaginer sérieusement qu'ils peuvent faire entendre leur voix de manière isolée face aux Etats-Unis, à la Chine ou encore à l'Inde. Bref, aujourd'hui le débat, qu'il porte sur la sécurité sociale, sur l'énergie ou sur la fiscalité, doit avoir pour cadre l'Union européenne. Mais ce cadre est déficient. L'essentiel des politiques est écartelé entre 27 gouvernements nationaux. Aux Nations Unies, à côté du représentant de l'UE, il y a celui de la France et celui de l'Allemagne ! Les citoyens élisent des candidats nationaux pour le parlement européen. Et le soi-disant modèle social n'est en fait qu'une diversité de modèles nationaux.

Pour un gouvernement européen élu

Avec leur manifeste "Debout l'Europe !", les députés Daniel Cohn-Bendit (écologiste franco-allemand) et Guy

Verhofstadt (libéral belge) ont voulu secouer les consciences. Stratégiquement, ils ont choisi de s'allier pour porter le message : on peut discuter de politiques avec des idéaux différents, mais il faut en discuter dans un cadre européen. Conscients que l'UE est en mal de démocratie et en butte aux velléités nationalistes, ils plaident pour une série de pistes permettant de nourrir une identité européenne chez ses populations et ses élites, à commencer par un processus démocratique qui validerait la gouvernance. Car il ne s'agit pas de laisser les sommets franco-allemands ou des commissaires non élus déterminer le sort de tous : "*Concrètement, cela implique que nous transformions le plus rapidement possible la Commission européenne en un véritable gouvernement européen avec des ministres européens [...] contrôlés par un parlement européen aux compétences renforcées, dont le droit d'initiative législative*".[1] Car en pratique, actuellement, ce sont les Etats qui détiennent ce droit.

Les deux députés suggèrent par exemple, de faire élire le président du Conseil européen au suffrage universel ou de donner au Parlement UE le droit de le désigner comme le chef du gouvernement européen. Autre piste pour renforcer la démocratie européenne : des listes transnationales de candidats. Ce n'est pas simple, cela dit, de choisir un candidat d'une autre langue que la sienne. Etre européen implique de jongler avec plusieurs langues. L'élite européenne va-t-elle investir dans la traduction, où faudra-t-il être polyglotte accompli pour accéder à la citoyenneté réelle ?

Pour un socle commun de politiques

Mais plus fondamentalement encore, il est impératif que l'Europe se dote d'une politique budgétaire, avec un budget en propre basé sur un impôt, car c'est ce qui mobilise en premier le vote : "*La base de tout système démocratique, c'est le contrôle parlementaire des impôts et des dépenses*" affirme Guy Verhofstadt. *"L'Etat-nation,* ajoute Daniel Cohn-Bendit*, c'est la sécurité sociale qui protège lorsqu'on est malade, chômeur ou à la retraite ; l'éducation qui forme et prépare l'avenir, l'armée qui défend si l'on est attaqué. Il faut donc un processus d'intégration européenne qui passe par ces politiques*".

Pour être légitime, l'Europe fédérale doit aussi être sociale. Cela implique de déterminer un socle minimal de droits, sans pour cela obliger les Etats qui font mieux à renoncer à leurs acquis. De son côté, Philippe Maystadt souligne l'urgence d'avancer sur un certain nombre de règles fédératrices, avec en tête le salaire minimum et l'impôt des sociétés : "*Ces éléments fédérateurs sont, à mes yeux, en tout cas un socle social minimum, en particulier un salaire minimum, mais aussi l'harmonisation de ces aspects de la fiscalité qui touchent les facteurs les plus mobiles. Cela veut dire, en particulier, l'impôt des sociétés. Si l'Europe veut éviter un certain nombre d'abus et de dérives, c'est dans le domaine de la fiscalité qu'elle doit aujourd'hui faire des progrès. Il s'agit d'harmoniser la manière dont on définit la base taxable à l'impôt des sociétés et de fixer un taux minimum et un taux maximum entre lesquels les Etats membres pourraient choisir. Je pense que c'est vraiment une priorité*".[2]

Le Pacte budgétaire : la discipline avant tout

La crise de l'euro a poussé les chefs d'Etat européens à se concerter pour consolider une gouvernance de la zone. Au Conseil européen du 28 juin 2012, ils se sont penchés sur une note qui, loin d'être une feuille de route, indique cependant que leur réflexion va dans le sens d'une structure à trois piliers : l'union monétaire (réalisée), l'union budgétaire et l'union bancaire.

La négociation sur une union budgétaire ("fiscal union") a donné lieu au Pacte budgétaire (officiellement appelé *traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* - TSCG) entré en vigueur le 1er janvier 2013. Mais ce Pacte ne répond pas aux attentes exprimées plus haut d'un vrai budget, ni à un équilibre entre discipline et solidarité. Il définit surtout (Art. 3) les conditions d'une discipline budgétaire pour les Etats qui l'ont ratifié et porte "*la limite du déficit structurel autorisé de 1% à 0,5%, pour "l'objectif à moyen terme" que chaque pays de l'Union européenne se fixe*". Cette "règle d'or", le gouvernement allemand d'Angela Merkel aurait bien voulu l'inscrire dans les Constitutions nationales. Mais il n'a pas eu gain de cause sur cette obligation, ni non plus sur l'idée d'octroyer à la Cour européenne le pouvoir de sanctionner les Etats dont les déficits déraperaient.

L'union bancaire : l'horizon s'entrouvre

Le troisième pilier de la gouvernance de la zone euro est celui de l'union bancaire. Il s'agissait d'avancer sur trois volets : la supervision des banques par la BCE ; les fonds qui servent à faire face aux crises bancaires pour les organismes financiers "systémiques" ; et les garanties de dépôts. Un compromis qualifié d'historique a vu le jour fin février. Une mesure adoptée a fait du bruit : celle de la limitation des bonus des banquiers. Mais d'autres mesures sont très importantes : parmi elles, l'obligation faite aux banques de rendre publique l'implantation de leurs filiales ainsi que leur produit net, leurs pertes et profits, le nombre de personnel employé... Bref une obligation inédite de transparence, pour laquelle le Parlement s'est beaucoup battu contre le Conseil. Objectif : lutter contre l'érosion de la base fiscale. En revanche, le Parlement n'a pas obtenu d'imposer aux banques ce qu'on appelle un ratio de levier, c'est-à-dire l'obligation d'avoir ***en fonds propres*** un pourcentage minimum du bilan (y compris les actifs à risques). Ce qui tend à limiter la taille des banques. L'eurodéputé belge Philippe Lambrechts, note encore le grand chantier qui reste à ouvrir : celui des banques de l'ombre (shadow banking), qui échappent à la réglementation bancaire. Il faut faire ici le pari que la médiatisation récente à propos des évasions dans les paradis fiscaux (offshore leaks) ne sera pas un feu de paille mais le début d'un changement de mentalité de l'opinion, qui favorise une réglementation plus drastique.

Christine Steinbach

1. Cohn-Bendit, Verhofstadt, "Debout l'Europe !", Actes Sud, André Versaille éditeur, septembre 2012, p.27
2. Philippe Maystadt, interrogé à Matin Première, RTBF, le 8/4/13

Une autre Europe est possible...

Osons y croire !

Sous le slogan "Un autre monde est possible", le mouvement altermondialiste a constitué le terreau d'une mobilisation européenne, qui a pris la forme de réseaux multiples sur des enjeux tantôt globaux, tantôt spécifiques. Bien qu'apparemment dispersés, ces réseaux constituent cependant le plus grand espoir de faire entendre les peuples face à l'absence de solidarité organisée et à l'austérité aveugle imposée au nom de la stabilité monétaire européenne.
Tour d'horizon non exhaustif de la mobilisation citoyenne pour une Europe sociale et solidaire.

Le premier niveau de mobilisation se situe dans les luttes nationales menées par des mouvements populaires de citoyens. On pense par exemple au mouvement des Indignés, qui s'est fait particulièrement entendre dans les pays les plus durement touchés par la cure d'austérité imposée par l'UE. Les syndicats tentent également de se faire entendre, en particulier lorsque les travailleurs sont durement touchés par des restructurations d'entreprises orchestrées par des capitalistes qui déplacent leurs usines en fonction du coût de la main-d'œuvre ou des règles fiscales d'un pays, y compris au sein de l'UE.

Partout en Europe, des mouvements se sont fait entendre pour dénoncer les ravages de la crise financière. Mais jusqu'à présent, "ces luttes nationales n'ont pas été en mesure de renverser les politiques d'austérité : les peuples se sont battus séparément, et un par un, ils ont été battus..." [1] C'est sur ce constat plutôt pessimiste qu'est né le mouvement Alter Summit, une des dernières initiatives fédératrices en date, mais qui n'a cependant pas le monopole du mouvement social européen. "Il est grand temps que les mouvements sociaux et citoyens convergent par-delà les frontières européennes, qu'ils luttent ensemble et qu'ils organisent des actions communes sur base de leurs propres propositions". C'est ce que propose l'Alter Summit : rassembler toutes les forces qui s'opposent aux actuelles politiques injustes et dangereuses, et imposer un retournement complet dans les politiques européennes. Il ne s'agit pas de gommer les spécificités de chacune de ses composantes, mais de mettre en œuvre "une dynamique continue de convergence politique des mouvements européens engagés dans la construction d'une Europe sociale, démocratique, écologique et féministe". Dans cette déclaration, le mot "politique" n'est pas anodin, car c'est l'élément principal qui le distingue de son "ancêtre" ou de son "géniteur", le Forum social européen.

L'Alter Summit

Petit retour en arrière pour comprendre d'où vient l'Alter Summit. Le premier Forum social européen a eu lieu à Florence en 2002, dans la foulée du mouvement altermondialiste naissant qui venait d'organiser le premier Forum social mondial à Porto Alegre.
A partir de 2006, le Forum social a cependant révélé la difficulté réelle de mener de véritables campagnes européennes et de se donner des lignes de force communes. Les initiatives restaient encore trop locales et pas assez européennes...
En 2011, L'Alter Summit est né de l'envie de proposer des alternatives concrètes et coordonnées sur la fiscalité, les banques, la démocratie européenne, la solidarité entre les peuples, les dettes.
Bref, de l'envie de dépasser les forums de discussions et les brassages d'idées qui ont tendance à essouffler le mouvement altermondialiste pour arriver à l'élaboration de lignes politiques communes et cohérentes.
Les Belges ont joué un rôle non négligeable dans la

Les Comités Action Europe

Pour celles et ceux qui ont envie de ruer dans les brancards, les "**Comités Action Europe**" ont vu le jour à Bruxelles en 2011. Ils s'appellent depuis peu les "Comités d'action contre l'austérité en Europe". Ils réunissent des militants d'ONG, de syndicats, des "indignés". C'est bien un rassemblement de militants et non d'organisations. Ils sont clairement orientés vers l'action, non pas tournée vers le politique mais vers les citoyens à travers des "coups médiatiques". Par exemple, le blocage d'un train transportant des parlementaires européens de Bruxelles à Strasbourg, une occupation de bureaux d'un Commissaire européen...
Deux groupes sont en cours de constitution à Liège et à Arlon.
Un bel exemple d'actions citoyennes de petite envergure mais à la portée de tous, dont l'objectif est de montrer que les citoyens ont des choses à dire et trouvent les moyens de se faire entendre...

1 Appel à la participation à l'Alter Summit des 7 et 8 juin prochains à Athènes.

.....➤

relance de cet élan de citoyenneté démocratique européenne. En effet, ils ont été à l'origine de la reconstruction d'un véritable réseau solide d'organisations autour des nouveaux enjeux européens découlant de la crise financière de 2008.

Durant trois ans, des rencontres régulières, structurées, avec des objectifs clairs ont permis de fonder les bases d'un nouveau mouvement social européen. On les appelait les "Joint Social Conference" (JSC). Celles-ci ont permis aux mouvements porteurs (syndicats et ONG) de mieux se connaître, de se construire une analyse commune de la crise et de définir les objectifs à porter ensemble. En mars 2012, la Joint Social Conference a formulé une Déclaration [2] qui a permis de lancer le réseau Alter Summit sur des bases plus construites, avec des mouvements qui se connaissent, qui ont bien rôdé leurs capacités de négociation... et de compromis. Pas évident quand on sait par exemple que la Confédération européenne des Syndicats soutient la démarche sans toutefois la piloter, mais qu'elle a en son sein des syndicats nationaux qui étaient plutôt réticents à participer à la JSC. Progressivement, de nouveaux mouvements ou réseaux européens rejoignent l'Alter Summit, avec toujours comme point de départ l'appel de la JSC de 2012 et la ferme volonté d'avancer vers des revendications communes.

L'Alter Summit est maintenant bien lancé, puisqu'une première rencontre belge a eu lieu à Bruxelles en octobre 2012. Il a organisé sa première rencontre européenne à Florence en novembre dans le cadre du Forum social européen "Firenze 10+10"
Il est important de souligner que l'Alter Summit ne remplace pas le Forum social européen, puisque celui-ci poursuit sa volonté d'être un espace de discussion et de brassage d'expériences et qu'il compte se développer davantage dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. L'Alter Summit, qui travaille dans le même esprit et souvent avec les mêmes partenaires que le Forum social, prolonge l'action de ce dernier en tentant d'aller plus loin sur le plan des revendications communes.
La qualité et la pertinence de ses revendications représentent un réel espoir de constituer une alternative crédible à l'Europe de l'austérité. Il vient de rédiger un "Manifeste des Peuples" qui sera présenté et mis en débat au nouveau grand rassemblement européen qui aura lieu à Athènes en juin 2013. Quatre grandes revendications sont développées dans le Manifeste des Peuples :

- En finir avec l'esclavage de la dette ;
- Pour une Europe écologique et sociale : stop à l'austérité ! ;
- Des droits pour toutes et tous : non à la précarité et à la pauvreté ! ;
- Pour la démocratie économique : les banques au service de l'intérêt général.

A côté de l'Alter Summit, d'autres associations ou réseaux se mobilisent également pour changer l'Europe, mais sur des thématiques plus spécifiques et/ou des modes d'action qui leur sont propres.

LA CES

"La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 85 organisations syndicales dans 36 pays européens. L'objectif majeur de la CES est de promouvoir le modèle social européen et d'œuvrer au développement d'une Europe unifiée de paix et de stabilité au sein de laquelle les travailleurs et leur famille peuvent pleinement profiter des droits humains et civils et de hauts niveaux de vie." [3]

Force est de constater que les mobilisations syndicales européennes ont tendance à faiblir après avoir connu leur apogée lors des grandes manifestations contre la Directive Bolkestein en 2005.
A vrai dire, il y a parfois très peu de points de convergence entre des syndicats polonais, norvégiens, grecs ou belges sur un projet européen commun. La protection sociale des travailleurs est très inégale d'un pays à l'autre et le jeu malsain de la compétitivité de l'emploi a tendance à casser les solidarités syndicales européennes. Par exemple, tous les pays ne possèdent pas de "salaire minimum", et certains syndicats ne veulent pas en entendre parler. Cet exemple est révélateur de la difficulté que la CES rencontre pour avancer vers une solidarité européenne du monde du travail.

Le CADTM

Le Comité d'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), comme son nom l'indique, puise les racines de son action dès 1990, lorsque la Banque Mondiale et le FMI ont littéralement affamé les peuples du tiers-monde en imposant des politiques d'austérité drastiques à des pays complètement surendettés.
La crise des dettes souveraines européennes a amené le CADTM à être également actif en Europe pour dénoncer le caractère illégitime des dettes publiques, qui ont explosé dans de nombreux pays européens à cause du sauvetage des banques. Il revendique un "audit citoyen de la dette".
Ce réseau est actif dans plusieurs pays européens et au-delà [4]. C'est une dynamique porteuse qui, contrairement aux Comités Action Europe, privilégie une démarche d'éducation populaire.

Des défis à relever

Outre les syndicats, les ONG implantées en Belgique (telles que le CNCD, Oxfam ou Entraide et Fraternité) contribuent à alimenter la réflexion de ces réseaux européens et se mobilisent également lors des grands rassemblements européens tels que les forums sociaux et maintenant l'Alter Summit.

ATTAC
Le réseau européen ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens) est né en France en 1998 suite à l'explosion des premières bulles spéculatives qui ont mis à genoux plusieurs pays (Argentine, Russie...) fin des années 80. Son premier combat : la Taxe Tobin (taxe sur les transactions financières). Ses principaux terrains d'action sont la fiscalité, la spéculation financière et les paradis fiscaux, la distribution des richesses, les institutions financières (BCE, BM, FMI).
ATTAC est présent dans une quinzaine de pays européens, principalement en France, Allemagne, Espagne et Autriche. Il est également implanté en Belgique, principalement à Bruxelles, Liège, Charleroi et Gand.

2 Résister à la dictature de la finance, reconquérir la démocratie et les droits sociaux, Déclaration politique et actions coordonnées, JSC, mars 2012.
3 http://www.etuc.org/r/64
4 Voir la carte http://cadtm.org

www.altersummit.eu

A côté d'eux, citons également le Réseau pour la Justice Fiscale, composé de 40 associations, qui se mobilise régulièrement sur les inégalités face à l'impôt en Belgique mais soutient également de manière active des propositions visant à une harmonisation fiscale européenne et à la lutte contre les paradis fiscaux.

Comme on le voit, chaque réseau développe des thématiques et parfois des modes d'action qui lui sont propres, et cette complémentarité est bien davantage une richesse qu'un éparpillement des forces. Ils s'activent à tous niveaux pour tenter de faire bouger les lignes d'une Europe qui se borne à ne voir son salut que dans l'austérité et refuse de revoir en profondeur les règles économiques, fiscales, sociales et démocratiques.
Il y a de plus en plus de convergences autour d'un projet de société commun à défendre. De ce côté-là, "l'alter-européanisme" (en référence à l'altermondialisme) a fait de grands pas en avant depuis le début des mobilisations citoyennes des années 2000.

Mais selon Franco Carminati, membre d'Attac et actif dans le développement de l'Alter Summit, "le mouvement va devoir s'accorder sur le niveau et le type d'intégration européenne souhaité. On est tous pour une Europe plus égalitaire, plus solidaire et plus démocratique, mais à quels niveaux et comment construire cette intégration ? Si on n'y réfléchit pas maintenant, les mouvements sociaux vont buter devant des choix qu'on n'aura pas préparés". Autrement dit, veut-on réellement une intégration ou un fédéralisme européen qui organise en profondeur la solidarité entre pays (par exemple entre l'Allemagne et la Grèce !) ou est-il préférable, dans un proche futur, de maintenir des logiques nationales, voire donner au niveau local des possibilités réelles pour des relocalisations de l'économie ?

Pour Franco Carminati, c'est une question centrale sur laquelle les mouvements sociaux devront se faire une philosophie commune s'ils veulent peser sur le modèle actuel d'intégration européenne qui a plutôt tendance à diviser les peuples qu'à les réconcilier.

Une autre question qui traverse les mouvements sociaux, c'est son rapport au politique. Faut-il ou non associer les hommes et femmes politiques de gauche aux débats ? La plupart (mais pas l'unanimité) des mouvements implantés en Belgique (y compris l'Alter Summit) pensent que oui, car pour eux, c'est la seule manière d'avancer et d'espérer gagner des combats. Mais ce n'est pas le cas dans d'autres pays européens tels que l'Espagne et le Portugal où les partis sont regardés avec beaucoup de suspicion ; l'Italie montre aussi des développements importants dans ce sens. Enfin, ils doivent aussi s'atteler à la question de la démocratie - ou plutôt l'absence de démocratie - des institutions européennes. Il est en effet inacceptable que la seule institution élue par les citoyens européens (le Parlement) ait un pouvoir si faible qu'il n'ait pas la capacité ni le droit de peser sur le marché, sur la fiscalité, ni même de rédiger des lois. Les institutions politiques nationales aussi méritent réflexion ; réflexion en cours dans le sud de l'Europe comme rappelé ci-dessus.

En conclusion, la mobilisation reste plus que jamais indispensable et l'actualité récente et moins récente (la crise financière de 2008, la faillite virtuelle de plusieurs Etats, le scandale des paradis fiscaux...) montre à quel point cette mobilisation est légitime. La coupe est pleine... il ne reste plus qu'à la renverser !

Monique Van Dieren

SOMMAIRE

3 Institutions : L'ABC de l'Europe

Première puissance économique mondiale, l'Europe est aussi ce "modèle social en déclin", le "vieux continent", la "forteresse", ou, pire, une "non démocratie" ...On la nomme également "Europe des 27" mais aussi "Europe des 17". Qu'est-ce que l'Europe ? Et comment fonctionne-t-elle ? Petit tour d'horizon d'une organisation à la réalité et au fonctionnement complexes, voire labyrinthiques.

6 analyse : Les trois maladies de l'Union européenne

L'endettement des Etats menace l'unité et donc l'existence de l'Eurozone. Il est survenu à la suite de la crise financière de 2008. Mais le problème est beaucoup plus profond. Il touche à l'architecture même de la construction européenne qui manque de fondations. Si l'Europe est nécessaire dans un monde globalisé, alors il faut comprendre ce qui la menace pour être capable de choisir ce qui peut la sauver.

© Equipes Populaires

10 Interview croisée : Philippe Lamberts - Eric Toussaint L'Europe doit changer de cap !

Crise de l'euro, crise de solidarité entre pays européens, crise de confiance dans ses institutions... L'Union européenne doit faire face plus que jamais à des enjeux de taille.

La mondialisation, la politique fiscale... Contrastes fait le tour des questions fondamentales qui touchent l'Europe au cœur avec Philippe Lamberts, député européen (Ecolo) et Eric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM).

© Equipes Populaires

15 perspectives : L'Europe, oui... Mais laquelle ?

La crise de la zone euro est révélatrice des déficiences dont souffre l'Union européenne. Mais l'option choisie pour tenter de sauver l'euro en imposant une politique d'austérité et de recul salarial, risque de conduire l'Europe droit dans le mur. Il est grand temps de construire un véritable modèle social commun qui devra être porté par une dynamique démocratique.

17 mouvements sociaux : Une autre Europe est possible... Osons y croire !

Sous le slogan "Un autre monde est possible", le mouvement altermondialiste a constitué le terreau d'une mobilisation européenne, qui a pris la forme de réseaux multiples sur des enjeux tantôt globaux, tantôt spécifiques. Bien qu'apparemment dispersés, ces réseaux constituent cependant le plus grand espoir de faire entendre les peuples face à l'absence de solidarité organisée et à l'austérité aveugle imposée au nom de la stabilité monétaire européenne. Tour d'horizon non exhaustif de la mobilisation citoyenne pour une Europe sociale et solidaire.

Equipe de rédaction :
Claudia Benedetto, Jean-Michel Charlier, Xavier Dubois, Christine Steinbach, Muriel Vanderborght
Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*
Mise en page : *Hassan Govahian*
Editeur responsable : *Christine Steinbach*,
48 rue de Gembloux, 5002 - Namur
Tél : 081/73.40.86 - Fax : 081/74.28.33
Courriel : secretariat@equipespopulaires.be

Prix au n° : 2 €

Pour s'abonner (Contrastes+La Fourmilière) :
Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436 des Equipes Populaires, avec la mention : *"Abonnement à Contrastes"* + votre nom.

Equipes Populaires

Contact :
Equipes Populaires,
48 rue de Gembloux, 5002 - Namur 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Fédération Wallonie-Bruxelles
Belfius Banque & Assurances
les AP